

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Les cadres du privé avaient en 2018 un véhicule qui pesait 1301 kg en moyenne (d'après Oblik d'Alternatives-économiques), une ouvrière non qualifiée un véhicule de 1 113 kg. La bagnole est genrée ...

Une nouvelle revalorisation a été accordée aux retraites agricoles les « montant » à 85% du SMIC soit 1 046 € par mois. Ceci pour les anciens exploitants ayant validé une carrière complète. Epouses d'agriculteurs et carrières incomplètes attendront...

La ville de New York devient la plus grande ville du monde à reconnaître le droit de vote aux résidents-es étrangers-es. Presque un million de New Yorkais.es immigrés.es vont pouvoir participer aux élections municipales...

Agenda militant

9 janvier

[Brest : contre la militarisation de l'Union Européenne](#)

27 janvier

[Mobilisation intersyndicale Pour l'augmentation des salaires](#)

[Conférence ATD Quart Monde](#)

[Les dimensions cachées de la pauvreté](#)

30 janvier

[Leurs saccages, nos partages](#)

Et si on inventait la gauche ?

L'air médiatique et repris par tant de forces qui se veulent radicales est à penser que l'actualité se partage entre la pandémie et les numéros de Zemmour. A partir de ce fait réel, se construit une analyse de la situation politique. Mais est-ce là toute la situation ?



Rarement la déconnexion entre ce qui fait officiellement ambiance politique et tréfonds de la société n'aura été si profond. Notons que sorti des enceintes militantes la passion pour la période électorale n'est pas au rendez-vous. Dépolitisation ? Le mois de décembre avant d'être celui des fêtes a été la manifestation que la colère populaire est toujours là : reprises de Gilets Jaunes, mouvement à la SNCF et chez les juges et les avocats. Arrêtons-nous sur ces derniers. Justement parce qu'ils ne font pas partie des plus pauvres. Ils mettent en cause- comme à l'hôpital- des restrictions budgétaires telles qu'ils sont débordés. Une juge évoquait des journées de plus de 12 heures avec le risque de bâcler son travail et de multiplier les erreurs. Que des chirurgiens tiennent le même propos dit que le fossé n'est pas entre les salariés » du bas de l'échelle » et des « nantis sans précision » mais bien entre tout ce qui fait société et les tenants du CAC 40 qui pillent les richesses.

La presse et les médias ont « oublié » de parler de la grève générale du 16 décembre en Italie provoquée par une réduction d'impôts sur les fortunes, de la multiplication des mouvements sociaux aux USA, des centaines de milliers de berlinois voulant déposséder les promoteurs immobiliers de leur mainmise sur les logements, des mouvements en Grèce, en Autriche, en Serbie, en Kanaky, Guadeloupe... Quant à la victoire du nouveau Président du Chili, elle est réduite à son anti-Pinochet sans guère plus de précisions.

La quête d'une autre vie est largement partagée. Qui y répond ?

Peut-être faut-il interroger les critères par lesquels on définit les possibles. Courir derrière Zemmour, c'est l'impuissance annoncée. Plutôt que de réduire les participant/es de ces mouvements à un électorat potentiel, leur proposer de travailler aux réponses, de voir ce qu'ils ont en commun et qu'ils deviennent le centre de gravité où s'élabore ce qui doit changer et comment, serait ouvrir un nouvel espace politique Peut-être vaut-il mieux penser que les « simples » gens en sont capables. Couper l'herbe sous les pieds de l'extrême-droite passe par là.

● P. Zarka

Chili : défaite du candidat « pinochiste » à l'élection présidentielle



Au Chili, le candidat d'extrême droite a été battu. Face au candidat se revendiquant du dictateur Pinochet, l'alliance électorale qui a porté au pouvoir Boric, comprenait les gauches communiste, chrétienne, libertaire, écologiste ou encore l'ex-présidente de « centre gauche » Bachelet. La défaite électorale de Kast est une très bonne chose ; mais il a tout de même recueilli 44,19% des suffrages valablement exprimés. Finissons-en avec les « analyses » de type binaire sur le « retour de la gauche » ou « basculement du continent à droite », parce que lors d'une élection tel ou telle a eu 51 ou 49% ; sans même parler du nombre d'abstentions (44,37% au Chili, soit près de 7 millions de personnes, quand le président élu n'a obtenu que 4,45 millions de voix), les réalités politiques sont plus complexes et ne se limitent surtout pas aux élections.

Toujours en recherche d'idole, une partie de la gauche présente Boric comme le représentant de la révolte de 2019, son débouché politique en quelque sorte alors que le contenu de sa campagne électorale était de caractère social-démocrate. Rien n'est écrit à l'avance y compris le risque de tirer les mêmes bilans, dans quelques mois, que précédemment avec Tsipras, Iglesias et bien d'autres. Les classes populaires, les mouvements féministes et LGBTQI, ont permis à Boric de remporter l'élection. Pas tant par enthousiasme et soutien envers son programme social-démocrate, mais parce que c'était lui ou le pinochetisme. Boric président, cela représente un espace, un temps, pour continuer le mouvement social de 2019, cela permet notamment que le processus constituant puisse aller à son terme. Encore faut-il que celui-ci n'échappe pas à la population. En matière de solidarité internationaliste, plutôt que de nous en remettre seulement à UN président soutenons LES mouvements syndicaux, féministes, LGBTQI, Mapuches, étudiants, etc.

● CHRISTIAN MAHIEUX - HENRI MERMÉ

High tech. surchauffe boursière

63,5 milliards de dollars : c'est le montant en novembre des ventes d'action réalisées par les PDG et cadres des entreprises du secteur high tech aux Etats Unis. La perspective d'une réforme fiscale par l'administration Biden pour imposer davantage les actionnaires est-elle la seule motivation de ces ventes exceptionnelles ? Jeff Bezos a-t-il besoin d'argent de poche pour financer son voyage dans l'espace ? La fin des subventions publiques « spéciales pandémie » incite-t-elle les actionnaires à envisager l'avenir de manière plus pessimiste ?

Ou alors, la bulle financière du secteur tech risque d'éclater et les dirigeants de ces entreprises ont fini par se convaincre que leur secteur était en surchauffe boursière (Cf. France 24 le 10-12-21) ? Sommes-nous au bord d'une nouvelle crise financière ?

Il faut en finir avec le système actionnarial, qui détermine la valeur des entreprises par les anticipations de dividendes et encourage la spéculation. Quand les profits sont moindres, les valorisations baissent et les actionnaires cessent d'investir même si les entreprises gagnent de l'argent.

Exproprier les actionnaires pour laisser place à des entreprises autogérées par leurs salariés, les usagers et les citoyens est un passage obligé pour qui veut sortir d'un cycle sans fin de crises économiques et/ou de remise en cause des conquits sociaux.

● SYLVIE LARUE

La Kanaky-Nouvelle Calédonie au lendemain du référendum tenu sans la participation des kanak !



La décision de Macron de maintenir ce référendum au 12 décembre alors que la situation sanitaire empêchait la tenue d'une campagne électorale dans des conditions normales et que la majorité des décès concernait les kanak est une provocation vis-à-vis de ces derniers. D'autant qu'elle ne respectait pas la période de deuil décrétée par le Sénat coutumier pour une période d'un an. Pour s'opposer à ce coup de force pris contre leur avis l'ensemble des organisations indépendantistes avait décidé une non-participation à un vote jugé illégitime.

Dans ces conditions le résultat a été de 96.49 % de non au processus d'indépendance avec un fort taux d'abstention de 56.13 % alors que celui-ci n'avait été que de 18.99 % en 2018 et de 14.31 % en 2020. Enfin le nombre de voix pour le non a été inférieur de 7397 voix par rapport à 2020. A noter que ce vote s'est déroulé de façon apaisée selon les consignes données par les organisations indépendantistes malgré la présence ostentatoire et provocatrice de forces dites de l'ordre. Au total donc un scrutin certes légal mais illégitime qui ne peut en rien clore le processus de décolonisation dans le calme imaginé par les accords de Matignon et Nouméa et appliqué jusque-là de façon largement respectueuse par les différents gouvernements. Et donc en aucun cas correspondre à la phrase prononcée par Macron lors de la proclamation du résultat « Ce soir la France est plus belle car la Nouvelle Calédonie a décidé d'y rester ».

Force est de constater que la politique menée par le Gouvernement Macron influencée par le MEDEF local et le lobby anti-indépendantiste constitué largement par les néo-résidents continuant la logique de la colonisation de peuplement se situe dans la suite de la politique colonialiste traditionnelle de la France. Certes l'importance du nickel joue dans le sens de cette tradition mais la raison principale est sans doute autre. Le fait que la France soit présente dans la région océanienne - en Kanaky et dans diverses îles polynésiennes - lui permettant de constituer le deuxième espace maritime du monde est un argument pour Macron et autres politiciens pour prétendre jouer un rôle géo-stratégique majeur dans cette région et participer à la compétition entre grandes puissances.

Le choix fait par Macron d'imposer que ce référendum ait lieu le 12 Décembre contre l'avis des indépendantistes et en ignorant ainsi la voie des peuples premiers du « caillou, » pourtant totalement indispensable pour qu'un tel vote soit légitime, a été largement critiqué dans les milieux de tradition anticolonialiste et plus largement de gauche. Mais pas seulement tant ce choix semblait contraire aux politiques menées depuis des années. Pour preuve un éditorial du Journal les Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA) pourtant très loin d'être un brulot gauchiste dont on ne peut que partager la tonalité générale : « *Organiser un référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie sans la participation des indépendantistes qui ont appelé au boycott, décider de l'avenir de ce territoire sans entendre la voix de la majorité de ses habitants est une impasse démocratique. Il y a 33 ans, les accords de Nouméa avaient engagé les deux peuples vers un destin commun et ce processus de décolonisation jusque-là exemplaire aurait dû se conclure ce dimanche de façon définitive et surtout apaisée. Il n'en sera rien et c'est une occasion historique qui vient d'être gâchée* »

Les jours ont passé. L'ensemble des organisations indépendantistes refuse toute discussion désormais avec un gouvernement qui les a trahis. Le Palika va tenter un recours sans doute vain auprès du Conseil d'Etat pour annuler ce scrutin. Le FLNKS fait des démarches auprès de l'ONU qui a inscrit la Kanaky dans la liste des territoires à décoloniser. L'histoire n'est pas terminée car le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est imprescriptible.

● HENRI MERMÉ

On se bat, on se barre !

Les nombreux départs de salariés de tous niveaux qui quittent leurs entreprises pour d'autres activités constituent un fait de société qui interroge le monde du travail et devrait interroger syndicalisme et politique.

De quoi ces départs sont-ils le nom ? Un sentiment de révolte ? Un certain individualisme contemporain ? Un sentiment d'impuissance des salariés à avoir prise sur l'entreprise, son management, et ses finalités ? Une forme d'insubordination sociale ?

C'est en tout cas un sacré défi pour toutes celles et ceux qui veulent changer le travail et ne renoncent pas à renverser la table.

Quitter l'entreprise pour une autre vie

La donne du travail est profondément bouleversée : numérique, dématérialisation et extension de l'immatériel, précarisation générale, intensification... La pérennisation du chômage de masse demeure une arme redoutable contre les salaires globalement et de façon plus ciblée, parfois temporelle, contre les jeunes, les seniors, ou contre les droits, voire par bien des illégalités contre les procédures de solidarité acquises depuis des décennies.

La génération des babyboomers, aujourd'hui en retraite, pensait en termes de carrière, gardait une certaine fidélité à l'entreprise et revendiquait à travers les luttes notamment syndicales (mais pas seulement) l'amélioration des conditions de travail, le niveau des rémunérations, la nécessité et la reconnaissance d'un travail bien fait ...

Les statistiques indiquent qu'un salarié sur deux souhaiterait quitter son entreprise. Pour 50% d'entre eux les motifs sont le niveau de leur rémunération ou le management, mais 50% le font pour donner du sens à leur vie et à leur travail, équilibrer leur vie de travail et leur vie personnelle, mettre en adéquation leurs vie professionnelle et leurs valeurs.

Des jeunes, diplômés, abandonnent en cours ou en fin d'étude (supérieures) pour aller à l'étranger, changer d'orientation ou tout simplement s'interroger sur leur présent. D'autres après de longues et souvent coûteuses études exercent quelques temps avant d'abandonner. Des quinquas se lassent de leur emploi et se réorientent vers un métier plus social, plus éco-compatible, ou plus sobre. Là où l'action revendicative et le syndicalisme portaient des perspectives, de l'action collective, doit-on résumer certaines postures à « puisque ça ne me va pas, je ne me bats pas ; je m'en vais » ? Il est sans doute compliqué de sauver sa peau à plusieurs mais certains mouvements collectifs existent notamment aux E.U.

La pandémie a accéléré un phénomène de distanciation, de « disruption » entre certain.e.s actif.ve.s et leur travail, leur emploi, certain.e.s en profitant pour se mettre à distance de leur entreprise. Certes dans l'hôtellerie, la restauration, ou la santé, bas salaires et conditions de travail expliquent largement cette « désertion ».

Assiste-t-on à une sorte de rupture entre une partie du salariat et le travail ? Ou plutôt l'emploi ? Mais le phénomène est désormais d'une certaine ampleur. C'est cet écart, cette distanciation que Cerises propose d'interroger. Nous avons déjà abordé la question du travail ([Cerises n°3](#)) et interrogé des « utopies concrètes » ([Cerises n°29](#)).

Pour ce dossier, nous avons interviewé 8 « partants » de leur entreprise (sans aucune idée « d'échantillon représentatif ») : 2 ont moins de 30 ans et cherchent leur voie entre passion, liberté, et retour dans leur région d'origine, 3 ont entre 30 et 40 ans, des niveaux d'études bac+3 à 5 et abandonnent des professions rémunératrices et valorisées mais stressantes, pour des activités plus conformes à leurs valeurs, notamment écologiques, et à leurs envies : quitter Paris, reprendre une ferme, ou un vignoble... « vivre plus simplement », « contre la société de consommation », « être en adéquation avec mes valeurs » car pour eux « tout est possible ». Enfin 3 interviewés ont entre 45 et 52 ans et des niveaux élevés de responsabilité et de rémunération, mais profitent d'un licenciement (et apprennent du confinement à la campagne) pour changer de vie du tout au tout, en diminuant leurs niveaux de vie mais en investissant dans un travail qui « ait du sens » pour eux... et « une vie riche ».

Ce défi au travail et aux cadres d'emploi recèle de nombreux paradoxes dans le rapport au territoire, la volonté d'appropriation et de maîtrise et les choix de vie, la carrière et le métier, les temporalités d'une vie, d'une production, d'une entreprise, le rapport à l'autre (genre, nationalité, identité, histoire) ou encore le droit du travail et le droit à la paresse.

Je travaille (ou je m'en déconnecte) ; nous y sommes (ou nous y allons), je me bats pour le changer ou je m'en barre pour en changer..... Paroles d'acteurs, tentatives d'y voir plus clair.

● **Bénédicte Goussault, Patrick Vassallo**

Témoignages

Océane, la vingtaine, voulait s'y retrouver dans son boulot. Après avoir réussi un master en Economie Sociale et solidaire, elle est recrutée sur 2 postes de développeuse qui la laisse insatisfaite. Elle quitte cette « carrière » qui l'attendait et l'Île-de-France pour retrouver sa ville natale, Rennes, et la recherche d'un travail où s'épanouir et trouver ses valeurs.

Clémence réussit brillamment son master d'économie. Elle se décide alors à réaliser une vieille envie et part en Amérique latine, 6 mois, besoin de voir ailleurs. En profiter tant qu'il est temps...

Léa, une petite trentaine, réussit des études d'architecte et s'apprêtait à exercer ce métier. Elle voulait « un métier qui ait du sens ». Et bifurque radicalement pour devenir paysanne dans le Morbihan.

Michaël, 37 ans, a suivi des études d'ingénieur. Mais il décide avec des amis de changer de cap et passe un CAP de charpentier. Ils ont aussi acheté une ferme en Ardèche et envisage d'y planter de la vigne. Il a quitté Lyon pour la Drôme.

Cécile, 39 ans, était consultante, sociologue du travail. Une énième difficulté d'entreprise, un nouvel amour lui fait tout

lâcher et quitter Paris pour les Cévennes, et la boulangerie, « sans aucun autre projet que celui de prendre le temps de voir ce qui m'intéressait ».

Muriel, presque la cinquantaine, trouve un certain épuisement au bout d'une carrière d'infographiste, ni inintéressante ni sous rémunérée mais dont l'évolution lui échappe. Elle engage une reconversion pour devenir travailleuse sociale. En banlieue, où elle réside depuis toujours.

Frédéric, cadre dans le marketing reconnaît qu'il bénéficiait « d'un environnement sympathique » mais les trajets en TGV ont usé son appétence. Au détour d'une évolution de 'sa' société qu'il refuse de suivre, il passe un CAP de cuisine et veut devenir brasseur.

Estelle, 52 ans était jusqu'à l'été 2020 assistante de restauration dans un hôtel 5 étoiles de Paris... Aujourd'hui, elle est directrice d'une crêperie municipale dans un village de la Nièvre.

Aux témoignages recueillis par la rédaction, on pourra utilement compléter par celui de **Mathilde**, paru dans Actusoirs, très révélateur et représentatif de ce que subissent bien des agents de santé et de la disruption qu'ils expriment.

Olivier Corbin explique sa rupture avec son métier de cadre d'un grand groupe industriel (« On ne peut pas tordre la matière comme on veut ») et son parcours pour devenir menuisier.

Dans « les pieds sur terre », France Culture a consacré une [émission](#) à cette « génération démission » : « Je n'arrivais pas à me faire miens ces intérêts de l'entreprise ». **Jérémy, Mathilde et Roman** étaient de parfaits jeunes cadres dynamiques. Passés par de grandes écoles, ils travaillaient pour des multinationales ou des institutions internationales. Pourtant, le doute les a envahis. Se sentant en contradiction avec leurs idéaux, ils ont décidé de démissionner.

Dans le dernier numéro du Journal d'ATD Quart-Monde, **Catherine Le Pêcheur** indique pourquoi elle fait « volontaire bénévole » « je ne veux pas être du côté de ceux qui ferment les yeux », dit celle qui a quitté son emploi, ses proches et sa ville il y a deux ans et qui entend désormais « participer à quelque chose d'utile ». ●

Retrouvez les enregistrements vidéo ou son des témoignages sur le [site de Ceres la Coopérative](#)

Prendre la main sur son travail, une exigence de plus en plus grande ?

La crise sanitaire a mis en évidence le fait que de plus en plus de salariés refusent une activité qu'ils considèrent insoutenable. Les raisons de ce refus sont multiples et méritent d'être étudiées. Certaines sont connues, par exemple les soignants, épuisés, écœurés, quittent un hôpital public menacé par le manque d'effectifs, par le manque de moyens et par des principes managériaux qui ignorent la réalité du travail. Les actualités dressent la liste des secteurs qui manquent de salariés, des mouvements revendicatifs ont lieu pour demander des augmentations de salaires. La question du pouvoir d'achat est certes une des raisons mise en avant pour expliciter la fuite qui semble se dessiner.

Pourtant, avant même ces manifestations, d'autres salariés ont fait le choix de changer d'activité, de secteur ou de voie, pour retrouver un travail plus conforme à leurs valeurs, plus en lien avec ce qu'ils considèrent comme les urgences de notre monde.

Et pour ceux qui restent dans leur emploi, c'est souvent en acceptant des choix ou des décisions qu'ils ne partagent pas, n'hésitant pas à quitter leur emploi quand ils considèrent que les contreparties accordées ne compensent plus ce qui devient inacceptable.

Les témoignages de ce dossier, comme ce qui semble se dessiner ne sont-ils pas symptomatiques d'une crise du travail capitaliste ? C'est-à-dire d'un travail

considéré comme une marchandise, comme l'échange d'un salaire contre une activité qui, malgré toutes les tentatives managériales, reste décidée dans son organisation comme dans sa destination par le patronat. Et qui ignore le travail réel, ce que les salariés mettent d'eux-mêmes, à commencer par le sens du travail, son utilité sociale, son rapport aux autres et au monde dans lequel nous vivons. N'est-ce pas ce que nous disent ceux qui font le choix de l'ESS, des SCOP ou des SCIC, ou celui de retrouver le lien à la nature, de travailler dans le social, ou le choix de l'artisanat pour être maître de ses choix ? Sans minimiser l'engagement que portent de telles décisions, ce mouvement suffit-il à ouvrir une perspective émancipatrice ?

Sans remise en cause de l'emprise du capital sur le travail, de la gouvernance par les nombres et les algorithmes au Lean Management, ou au New Public Management dans le secteur public, pourrions-nous faire face aux enjeux de notre temps ? Notre société vit grâce à une division sociale du travail, sur laquelle sont fondés l'industrie et les services, et qui ne peut que perdurer pour répondre aux besoins des populations. Or les organisations industrielles ne peuvent être tenues à l'écart des transformations nécessaires pour faire face aux enjeux écologiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés. Sans ignorer l'urgence de la question du pouvoir d'achat pour des millions de salariés, la compensation monétaire ne suffira pas à redonner du sens au travail et mobiliser les salariés pour y faire face. Parce qu'antinomique avec sa véritable reconnaissance.

Ce qui est en jeu, c'est la prise en compte du travail réel et de l'intelligence des salariés, par l'introduction d'un réel pouvoir de décision des salariés sur les choix, les organisations et sur les activi-



tés de l'entreprise. Et donc d'interroger le rapport de subordination au cœur du travail capitaliste ! C'est, de mon point de vue, la condition pour atteindre la mobilisation nécessaire pour faire face aux enjeux climatiques et sociaux. Affronter le mouvement de distanciation et de disruption avec le travail, au sein même de l'entreprise, ne sera possible sans développement d'une conflictualité qui a reculé. Sans elle sera-t-il possible d'envisager donner plus de pouvoir aux salariés face à un patronat et des actionnaires tout-puissants ?

Le syndicalisme est certainement le premier concerné par cet enjeu, à la condition qu'il retrouve une légitimité aujourd'hui en crise. Mais cela passe aussi par la prise en compte du travail réel par les forces politiques de transformation, un travail qui ne peut être réduit à une contrainte qui doit être réduite ou indemnisée.

● **Olivier Frachon**

Interroger le rapport de subordination au cœur du travail capitaliste

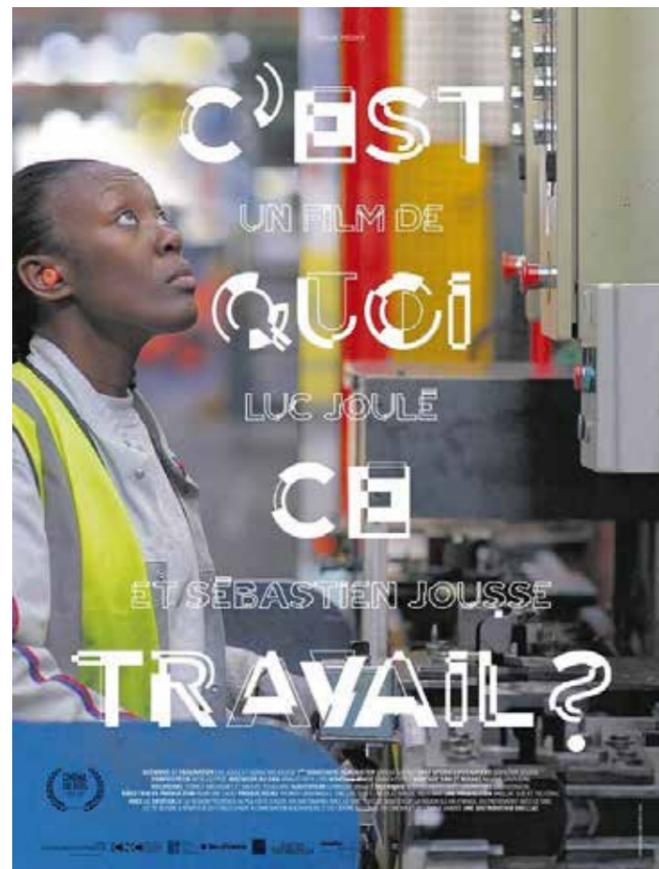
Changer de travail, changer le travail...

Peu de syndicalistes font témoignage dans ce dossier ; pour autant, il serait sot de nier que le phénomène des « départs vers une autre vie » touche aussi les femmes et les hommes engagés.es depuis des années dans les organisations syndicales, sur leur lieu de travail et/ou d'habitation. Au-delà de ce constat, les syndicalistes sont interpellés par les raisons qui amènent à ces décisions. Ne le cachons pas, et cela apparaît dans les exemples ici cités, il y a une dimension individuelle (individualiste ?) dans ces démarches : « j'ai besoin de vivre » ; « je » pouvant être le noyau familial proche. Une analyse trop rapide pourrait amener à conclure que le syndicalisme n'a que faire de ces « je », puisqu'il privilégie l'organisation collective des producteurs et productrices, en vue de leur émancipation sociale. Mais ce lien difficile entre le « je » et le « nous » n'est-il pas un des points de faiblesse d'une majeure partie du syndicalisme, qui oublie que le « nous », s'il a son existence propre, repose aussi sur une multitude de « je ».

Quitter son boulot pour mieux vivre. Voilà qui percute directement le syndicalisme. Celles et ceux qui font ces choix ne peuvent donc s'épanouir dans le travail. Bien sûr, cela renvoie à la notion de travaux socialement utiles ou non. Mais pas seulement : il existe plein de boulots entrant dans ce cadre qui n'en sont pas moins rébarbatifs, pénibles, peu intéressants, etc. Il serait faux de dire que le syndicalisme se désintéresse de ces aspects ; mais, indéniablement, tout est fait pour aller dans ce sens : c'est la mise en avant des Comités sociaux et économiques (CSE) au détriment des sections syndicales et des ex CHS-CT plus en phase avec le quotidien, individuel et collectif.

Une partie des « départs » se font vers une activité salariée ou assimilée. Associations, coopératives, une partie de l'auto-entrepreneuriat, voire de l'artisanat : autant de « statuts » qui échappent très largement au syndicalisme, et dont une part importante du mouvement syndical se désintéresse. Pourtant, et même si le terme peut effrayer des premiers et premières concernés.es : ne s'agit-il pas, en réalité, de prolétaires ?

Le syndicalisme a besoin de se réinventer



Tout comme il doit s'ouvrir pleinement aux mouvements spécifiques (féministes, écologistes, antiracistes, etc.), le syndicalisme doit s'adapter pour pouvoir organiser ces travailleuses et travailleurs. Rappelons que CGT signifie Confédération Générale du Travail : Un champ du Travail bien partiellement couvert par le syndicalisme...

Rompre avec l'activité professionnelle exercée dans l'espoir d'être (plus) libres illustre aussi l'incapacité à s'imposer collectivement, et donc individuellement, au sein de l'entreprise « traditionnelle ». L'esprit et les pratiques de résistances, de désobéissances, de créativité ne passent pas forcément par des « mots d'ordre » syndicaux mais par le « faire » ; reprendre plus de vigueur dans l'activité syndicale quotidienne, éviterait sans doute cette indéniable usure du syndicalisme.

Ces départs sont-ils des fuites ? Un aveu d'échec pour le syndicalisme ? Un peu de ça ; ni l'un ni l'autre, sans doute aussi. Plutôt que de vouloir caractériser ces choix, le syndicalisme a besoin de se réinventer, d'être totalement autonome dans le choix de ses priorités, de ses revendications et modes d'action, de s'adresser à toutes et tous, dans tout le monde du travail quel que soit son statut ou sa précarité. Alors, les syndicalistes seront en meilleure position pour expliquer que « changer de travail ne suffit pas à changer le travail ».

● Christian Mahieux, Patrick Vassallo

Changer de travail ne suffit pas à changer le travail

Léa Mauguin



31 ans, paysanne à la Ferme La Rougeraie, Forges de Lanouée dans le Morbihan, Léa a un bac scientifique, un master d'architecture, puis a fait une école d'architecture en Espagne.

« Je voulais un travail qui ait du sens et à tout prix travailler dans l'écoconstruction. Complicé à l'époque ! Outre un service civique ornithologique en Morbihan, j'ai fait un service volontaire européen (SVE) dans une association au Luxembourg travaillant à l'émergence d'un monde sans carbone. J'ai fait un mi-temps sur un projet de construction écologique destiné aux personnes choisissant des formations liées à l'écologie. L'autre mi-temps je travaillais en fermes maraîchères très innovantes dotées d'un modèle économique solidaire.

À cette époque je commençais à me dire qu'il me fallait bosser dans ce que j'avais étudié.

Outre des petits boulots en usine agroalimentaires, j'ai eu un contrat pour un projet d'éco construction dans une boîte d'architecture. Mais cela a été trop dur, les constructions étaient en réalité non respectueuses. Ces 7 mois à Paris ont été l'occasion d'entendre en conférence Claude et Lydia Bourguignon, microbiologistes des sols. J'ai appris leur vision des sols, notre responsabilité à l'égard de la terre... soigner les sols, bases de la vie, de l'alimentation.

Les terres paternelles, mon enfance à la ferme... j'ai perçu ma responsabilité quant à ces sols. Les revenus n'entrent en rien dans ma décision. Il faut pourtant que la ferme marche, nous permette de vivre. L'argent n'a jamais été un moteur pour moi. Néanmoins je mesure la sécurité du soutien familial.

Ce sera une petite ferme de 25 vaches. Légalement je suis « chef d'entreprise », moi je dis paysanne ! » ●

Frédéric a 51 ans

J'étais directeur commercial dans une grosse entreprise responsable de toute la partie commerciale pour la France. C'est un métier très prenant, j'étais à la tête d'une équipe de 4 personnes. Le poste que j'avais tenu au fait que ma société a été rachetée par mon nouvel employeur elle était basée à Lyon pour la France, la nouvelle société était parisienne. Il a fallu recréer toute la partie commerciale France donc j'ai proposé de créer un poste de direction commerciale j'ai un niveau d'école de commerce et un master en chimie physique ; c'est un niveau bac plus 5.

Le déclencheur ?

Plusieurs choses : d'abord une société à Paris quand on habite Lyon ça fait le TGV toutes les semaines ou l'avion. La 2^e chose : nous n'étions pas les bienvenus dans la nouvelle société, l'environnement n'était pas tout à fait bienveillant à notre égard ; quand on rachète une société, la loi européenne impose de garder le personnel pendant 2 ans. Donc 5 mois après mon arrivée dans cette nouvelle société, un nouveau directeur m'a dit que la direction ne souhaitait pas me garder dans l'entreprise

Est-ce que tu en avais marre de faire un boulot stressant ?

C'était quand même un environnement très sympathique ; une équipe de managers commerciaux, des gens intéressants, c'était un stress plutôt positif :

c'est moi qui les avait recrutés on s'entendait bien... le stress négatif venait de la société qui avait un management plutôt pas bienveillant, même pas bienveillant du tout, ma société avait un actionnariat privé de fonds de pension et il y avait une pression énorme sur les ventes et une grosse pression au niveau managérial ; j'avais déjà l'idée de partir depuis quelques mois ce qui n'était pas évident avec un salaire élevé qui me permettait de donner du confort à ma famille. J'ai des enfants qui ne sont pas encore étudiants donc le niveau de revenu est quelque chose d'important et on s'accroche... autres éléments déclenchants ; des comportements de la direction qui m'ont vraiment choqué c'est devenu simplement pas possible

J'ai une grosse passion pour tout ce qui est cuisine et à partir d'un certain âge on en a un peu marre d'avoir une hiérarchie, on a envie d'être son propre patron, de créer soi-même. C'est surtout l'environnement de cette société qui ne me plaisait pas donc monter sa propre activité, être son propre patron, faire quelque chose qu'on a envie de faire en étant pas forcément salarié... la restauration j'y pensai depuis un moment mais un restaurant maintenant pour ma famille c'est pas une façon de la voir sauf le dimanche éventuellement, le soir et le week-end. J'ai quelques projets et quelques idées mais ce n'est pas pour tout de suite... lancer une brasserie, je parle de brasser de la bière bien sûr, ça

reste lié à la cuisine c'est très technique mais je suis chimiste à la base donc ça m'intéresse, être son propre patron, quelque chose d'un peu scientifique, ça me plaît bien.

Est-ce que le COVID a été pour quelque chose dans ta réflexion ?

Oui sûrement, j'ai jamais autant travaillé de ma vie que pendant le COVID, j'ai plus bossé pendant le COVID, en tout cas pendant le premier confinement, puis je me suis demandé à quoi ça sert de prendre 2 fois le TGV par semaine, se lever à 5h du matin, c'est passionnant mais enfin voilà... donc pendant le confinement j'ai passé plus de temps avec ma famille ce qui est quand même, sympa on s'est retrouvé dans un endroit en pleine cambrousse avec un directeur de camping et une nana qui élève des chèvres, ils ont un mode de vie qui consiste moins à courir partout donc ça m'a fait poser des questions...

Ça ne me paraît pas difficile du tout de changer d'orientation ça sera forcément compliqué parce que mes compétences sont ultra précises, chercher dans le même domaine c'est compliqué ; mais pour créer sa propre entreprise il y a plein d'opportunités. Non cela ne me fait pas peur ce n'est pas la sécurité que je recherche, je la cherche pour ma famille mais pas pour moi, dans mon travail ça ne m'effraie pas ; c'est une bonne opportunité de se remettre en cause. ●

Fuite devant le travail ou retard de la politique et du syndicalisme ?

Les témoignages de ce dossier disent la profondeur de la mise en question du travail. Déjà il y a quelques temps le phénomène « Uber » que le capitalisme a su récupérer- disait le refus d'avoir continuellement un chef et trop de contraintes sur le dos, thème récurrent dans les paroles rapportées ici. On voit que le départ massif de postes de travail correspond souvent à un rejet d'une absence de sens du travail voire d'une réalité jugée incompatible avec soi. Combien de personnes ont suivi une formation avec enthousiasme afin de s'accomplir dans

un rôle social utile pour déchanter très vite ensuite ainsi que Cécile le dit ?

Mais pour le moment les dimensions sociales et politiques de ce phénomène sont ignorées aussi bien de la part des intéressé/es que de celle des syndicats ou de ce que l'on appelle la Gauche. Il reste vécu à l'échelle individuelle alors que la quête de donner un sens à sa vie est suffisamment souligné pour que cela traduise un problème social. Certain/es disent qu'il n'y a pas que le travail dans la vie, c'est exactement ce que dit Marx lorsqu'il démontre que le travail cristallise toutes les pratiques sociales de l'individu et que c'est ce condensé qui en fait sa valeur. Encore faut-il avoir le temps et les moyens d'avoir d'autres pratiques que le travail.

Politique et syndicalisme sont pris en défaut. L'enfermement des partis dans les sondages d'opinion, dans ce qui est déjà explicité, dans les logiques institutionnelles et les courses au pouvoir les fait passer loin de ce qui bouge dans la vie et qui ne parvient pas à être intellectualisé, alors que c'est précisément à cela que la politique devrait servir. Que ces mouvements de rejet touchent non seulement des jeunes mais des salariées expérimentées, qu'ils apparaissent dans une si grande part

des pays industrialisés (plus de 4 millions d'américains ont démissionné rien que pour le mois de septembre 2021) dit qu'il s'agit d'un fait du temps présent.

Plus la part de la culture, plus la part de la personnalité totale de l'individu/e participent à la réalisation du travail - nous l'avons noté à plusieurs reprises dans Cerises- et plus en retour cela entraîne, un besoin qu'il socialise par une réalisation de soi et même par du plaisir. Thème également récurrent dans les témoignages. Que vaut devant ces femmes et ces hommes la proposition de passer de 35 heures à 32 ? Qui va entrer en transe pour souffrir trois heures de moins durant toute sa vie ? Comment continuer à ignorer que le sens et le déroulement du travail doit être source d'une socialisation qui corresponde à l'idée que l'on se fait du monde et de la place que l'on veut y prendre ? On ne peut prétendre y répondre que par des mesures qui affrontent les rapports d'exploitation et le fait que l'individu soit considéré comme l'appendice d'un système dont il n'a pas la maîtrise. On n'y répond pas davantage sans donner au travail le sens civilisationnel qui doit être le sien, donc en changeant les méthodes, le déroulement voire le but. Il ne s'agit pas de généralité mais d'actions à mener.

● Pierre Zarka



Cécile

Cécile, 39 ans a quitté son métier de consultante à Paris et exerce aujourd'hui diverses activités dans les Cévennes « Il me semble que « se barer » du monde du travail aujourd'hui est une forme de lutte. Il s'agit aussi de réinventer d'autres formes d'organisation et de modèles qui ne nécessitent pas de travailler autant que dans notre société actuelle et sur des activités qui ont plus de sens. La lutte aujourd'hui dans le travail est nécessaire, mais elle manque clairement de radicalité. Quand j'avais 20 ans et que je défilais pour défendre les retraites : je gueulais avec mes copains « la retraite à 20 ans, pour baiser il faut du temps ». J'ai un Bac +5 en sociologie de l'entreprise et des organisations puis j'ai été recrutée dans des structures très intéressantes : 3 ans pour une association de chercheurs qui prônaient la sociologie de l'intervention, 3-4 ans dans une SCOP en tant que consultante dans les politiques sociales. C'était un travail très intéressant, mais s'inscrivant dans des politiques publiques faisant de moins en moins sens et créant des situations de maltraitance institutionnelle.

Une énième difficulté économique de mon entreprise qui nécessitait des départs et une rencontre amoureuse nous ont fait voyager 15 mois, puis s'établir dans les Cévennes, très heureux de ce choix fait il y a 6 ans. On a acheté une vieille maison cévenole à retaper, avec quelques hectares alentours pour faire notre bois de chauffe, avoir un poulailler et pouvoir implanter différentes cultures. Etienne a une activité de boulangerie artisanale qui fonctionne. Cette situation est très durable. La seule question qui se pose c'est l'équilibre économique de la famille. ●

Michaël



Michaël, 37 ans, a suivi initialement une école d'ingénieur. Il décide d'une année sabbatique en fin de 1^{ère} année. Résidant initialement dans la Métropole de Lyon, il demeure désormais dans la Drôme.

« Dans une année sabbatique, on peut faire autre chose que ce pour quoi on était prédestiné. La finalité ne m'allait pas. Il me fallait quelque chose de manuel. Avec des amis on s'est lancé

dans la charpente. Au bout de 2 ans on en fait notre métier. J'ai validé mon CAP chez les compagnons. Après une dizaine d'années, on avait acheté une ferme en Ardèche, et je me pose la question de m'installer, dans un rêve à définir : planter des vignes et faire du vin ».

Quelle en a été l'issue ?

« Cela a abouti à une réorientation. Ce sont des rencontres qui ont permis et rendent des rêves possibles. Je n'en retire pas de point négatif. Bien sûr je me pose des questions sur la retraite... Que j'essaie d'assumer le jour où... Je voudrais évoluer dans la viticulture ; mais il n'y a pas d'échéance dans ma tête ». ●

Clémence

Clémence, 26 ans, a réussi un master en économie sociale et solidaire. Elle habite Paris.

« J'ai fait une 1^{ère} coupure après le bac où j'étais en Angleterre jeune fille au pair, avant de choisir une orientation communication et de faire un master communication. J'ai fait déjà un 1^{er} choix de réorientation. J'ai fait un master en ESS.

Je ne suis pas originaire de Paris et j'avais l'envie de quitter Paris. J'avais un projet de voyage ancien ; c'est un bon timing après la fin des études.

Ma réussite au master a été le facteur déclenchant. Je peux avoir le sentiment de réussite par rapport au master, aux études.

Par contre la question je me la serai posée à deux fois si j'avais eu une proposition en CDI.

Maintenant, j'espère savoir où et dans quel secteur j'ai envie de travailler ; je veux être plus débrouillarde, plus autonome.

Je pars pour 6 mois en Amérique latine, en espérant que la pandémie ne va pas bouleverser tout cela.

Je ne sais pas combien de temps cela durera. Financièrement ça ne pourra pas durer. » ●

États-Unis : « La grande démission est vite devenue la grande révolte »

C'est ainsi qu'*Entrepreneur Europe*, un site pro-business analysait récemment la vague de démissions, appelée la grande démission et qui a touché les États-Unis. Presque 5 millions d'Américain·es (3% de la force de travail du pays) ont quitté leur emploi volontairement, principalement des employé·es. Le même site articulait, intelligemment, ce phénomène aux grèves qui ont éclaté depuis octobre. Selon plusieurs enquêtes, les démissions touchent d'abord les employé·es âgé·es de 30 à 45 ans. Ces évactions du travail sont les plus nombreuses dans les secteurs du commerce, des transports et des services publics (notamment dans la santé), ainsi que des loisirs et

de l'hôtellerie. Beaucoup de femmes ont abandonné leur poste de travail. Rien qu'en septembre 2021, 309 000 femmes ont quitté le marché du travail contre 182 000 hommes. Pour le site Business Insider les raisons de cette « grève générale avec les pieds » « ne sont pas seulement à cause du salaire, mais parce qu'ils [les salarié·es] ne se sentent pas valorisés au travail. » Pour Sujata Chaudhry, spécialiste en gestion de main-d'œuvre, « les employés se sont tournés vers le travail à distance pendant la pandémie, les obligeant à réévaluer sérieusement la façon dont ils passaient leur temps et la valeur que leur travail apportait à leur vie. Une bonne partie de la main-d'œuvre du pays s'est rendu compte qu'elle n'était pas entièrement satisfaite du statu quo et a choisi d'explorer d'autres opportunités. » « Je pense certainement que la pandémie a conduit de nombreuses personnes à réévaluer leur travail et leurs priorités et ce qu'elles veulent faire », ajoute Elise Gould, économiste à « l'Economic Policy Institute ». Pour la « Bank of America » « l'insertion dans le marché du travail pourrait rester faible pendant des années. ». Les classes dirigeantes s'interrogent. Certains commentateurs considèrent qu'il y a là l'opportunité de réorganiser les processus de travail et les conseils abondent dans le sens d'une « flexibilité » accrue du travail, censée répondre au besoin d'autonomie des salarié·es. La Gauche et les syndicats semblent plutôt muets sur ce sujet. Interrogé par *Cerises*, Dan

Une forme d'insubordination sociale qui ne choisit pas les moyens d'une expression collective.

La Botz¹, militant de la gauche radicale indépendante, explique « que cet événement de la grande démission va se terminer. » Il l'explique en raison en partie des salaires trop faibles. Mais aussi parce que des salarié·es au plus fort de la pandémie n'alliaient plus travailler et recevaient des aides des États et du gouvernement fédéral. Selon lui « beaucoup de femmes ont aussi arrêté de travailler parce que les écoles étaient fermées. Il est clair que la Gauche, partis et syndicats, quant à elle, reste plus focalisée sur les grèves. En dépit de ces limites, cette vague de démissions illustre une modification de la relation qu'entretient une fraction du salariat au travail. Une forme d'insubordination sociale qui ne choisit pas les moyens d'une expression collective.

● Patrick Le Tréhondat

¹. Auteur du *Nouveau populisme américain*, Syllepse, 2018, qui revient notamment sur la crise d'hégémonie de la bourgeoisie américaine sur les classes subalternes.





2022 : Ne lâchons pas le travail !

Le travail, grand absent de la campagne présidentielle ? On peut le craindre. La droite célèbre une soi-disant « valeur travail » réduite à la stigmatisation des chômeurs, tandis que la gauche et les écologistes ne parlent guère du travail ou se préparent à sa supposée disparition. Rien sur la qualité et de la soutenabilité du travail, professionnel ou domestique !

Pourtant le mal-travail, et les atteintes à la santé qui l'accompagnent, marquent profondément la situation actuelle. Soignant.es, enseignant.es, aides à domicile, employé.es des restaurants, ouvrier.es du nettoyage, travailleur.es sociales, animateurs périscolaires, et même des magistrat.es et des greffier.es fuient désormais un travail devenu insoutenable. A l'hôpital,

c'est désormais parce que les soignants démissionnent en masse pour fuir une organisation du travail absolument insoutenable, que des milliers de lits sont fermés, et non plus à cause de restrictions budgétaires. Le refus des conditions de travail délétères est tel que le gouvernement a réduit drastiquement les allocations chômage !

Estelle



Agée de 52 ans. Jusqu'à l'été 2020, elle était assistante de restauration dans un hôtel 5 étoiles de Paris... Aujourd'hui, elle est directrice d'une crêperie municipale dans un village de la Nièvre (Donzy, 1518 habitants).

« Après 20 ans dans l'entreprise, je me sentais privilégiée, mais j'éprouvais un peu de frustration et j'envisageais de créer une entreprise à La Plaine Saint-Denis. Avec la baisse d'activité, due au confinement, la direction a procédé à des licenciements économiques. Où trouver du travail à mon âge ?

Je suis allée quelques temps dans ma résidence secondaire dans la Nièvre.

Là, j'ai appris que la mairie de Donzy, avait lancé un appel d'offre pour créer une crêperie dans un local municipal réaménagé. J'ai postulé et j'ai eu la chance d'être retenue. Directrice du lieu, j'ai pu engager une autre personne qui était dans une situation similaire : à Noisy (93) elle était en chômage partiel, elle n'en pouvait plus, et, ne voulant pas en rester là, elle est venue dans sa résidence secondaire... dans la Nièvre.

Aujourd'hui, je fais un travail qui me plaît, je n'ai pas de hiérarchie, j'organise mon activité comme je l'entends, je vis et travaille dans un cadre agréable, j'ai le sentiment d'être appréciée. Je participe aux activités du village en tant que partenaire des autres...

Mon mari a gardé sa situation professionnelle stable en Seine-Saint-Denis. Je travaille la semaine à Donzy dans une ambiance sympathique, on se voit le week-end. Ce n'est pas insurmontable. » ●

Cette mise à mal du travail n'est plus supportable. Plus que jamais, ce pour quoi nous travaillons et la façon dont nous travaillons déterminent la qualité de nos rapports aux autres, de notre santé et de celle de la nature, de la démocratie, bref de notre vie. Plus que jamais la question du travail, de son sens et de son organisation doivent devenir un objet central du débat politique.

Les Ateliers « Travail et Démocratie » qui regroupent des syndicalistes, chercheur.es et intervenant.es en santé-travail souhaitent faire reconnaître la démocratie au travail comme un enjeu décisif de la santé humaine et environnementale et de la démocratie politique, proposent d'ouvrir la discussion sur les impasses auxquelles nous mène la négligence de cette question, et sur les moyens de la prendre en compte sérieusement par des propositions politiques. Ils organisent une assemblée citoyenne pour la démocratie au travail le 15 janvier 2022, dans la grande salle de la Bourse du travail de Paris.

Quatre dimensions seront discutées. La première concerne les transformations du travail dans la pandémie. Comment la pandémie a-t-elle transformé nos rapports au travail ? Que signifie la « recherche de sens au travail » qui oriente aujourd'hui beaucoup de bifurcations professionnelles ? Comment faire reculer la « gouvernance par les nombres » au bénéfice du travail attentionné ?

En second lieu, il n'est plus possible de prétendre penser la transition écologique sans y intégrer la question du travail. Consumérisme et pollutions résultent d'un travail abstrait (marketing, publicité, conception des produits et procédés...) piloté par les impératifs de profit et indifférent à ses effets concrets sur le vivant. Et les GAFAM n'arrangent pas les choses... Quels conflits et quelles initiatives émergent-elles de la contradiction capital / nature ? Comment instituer la défense du vivant dans l'organisation du travail ?

En troisième lieu, comment faire de la réduction du temps de travail, proposition historique centrale de la Gauche, un instrument de la sortie du productivisme et de la reprise en main du travail par les salarié.es concerné.es, au-delà de l'accroissement du temps libre ?

Enfin, face à l'offensive inédite menée contre les droits sociaux et démocratiques au travail, comment redynamiser l'action collective autour des enjeux d'un travail bien fait ? Comment s'appuyer sur les expériences de recherche-actions syndicales pour instituer des avancées démocratiques dans l'organisation du travail et commencer à penser une sortie de la subordination salariale ?

Le 15 janvier, commençons à faire entendre la cause du travail vivant dans le débat politique en cours !

Julien Lussan

<https://www.billetweb.fr/ateliers-travail-et-democratie>

Océane



Agée de 27 ans, elle a une formation de chargée de projet ESS, elle est actuellement responsable pôle médiation et a quitté l'Ile-de France pour Rennes.

« Après des études en carrière sociale (DUT animation socio-culturelle), j'ai découvert l'ESS et j'ai continué, intéressée et intriguée. J'ai continué de me former en coordination de projets. C'était très révélateur de mon envie de partir. Puis un master en alternance m'a amenée sur un projet de SCIC liée aux jeunes et aux J.O dans le cadre du Grand Paris.

« Après des études en carrière sociale (DUT animation socio-culturelle), j'ai découvert l'ESS et j'ai continué, intéressée et intriguée. J'ai continué de me former en coordination de projets. C'était très révélateur de mon envie de partir. Puis un master en alternance m'a amenée sur un projet de SCIC liée aux jeunes et aux J.O dans le cadre du Grand Paris.

Pour plusieurs raisons, j'ai décidé de le quitter parce qu'il ne répondait plus à l'ambition initiale et qu'il y avait trop de difficultés de le porter avec autant de monde.

Je suis passée sur la médiation à l'école. Ce projet a été très fatigant. J'ai donc souhaité rentrer dans ma ville d'origine, Rennes. Je suis dans une autre structure de médiation mais c'est beaucoup plus compliqué ».

Y a-t-il eu un facteur déclenchant de cette décision ?

« Mon épuisement face à l'IdF et au projet. En le quittant je voulais revenir dans ma ville d'origine ».

Quelle en a été l'issue ?

« C'est positif ; je n'ai pas de regret d'être revenue dans ma ville. Mais la bascule sur la vie professionnelle est compliquée, très compliquée. Aujourd'hui je ne vais pas au travail juste sur la logique pécuniaire. Mais c'est très compliqué de trouver un travail car il y a moins de mouvement. Donc ça va peut-être prendre un peu de temps mais j'ai des idées ». ●

Muriel



Âgée de 46 ans, infographiste, elle suit une formation de Conseillère en économie sociale et familiale. Elle réside en Ile-de-France « En fin de collège, j'ai eu le brevet, malgré une scolarité pas facile. Comme

j'aimais le dessin j'ai passé un concours pour rentrer dans une école et passer un CAP. Je l'ai complété par un bac pro graphique, arts appliqués. Je me suis lancée dans le monde du travail. J'ai fait une formation multimédia. J'ai eu des petits contrats, de l'intérim, puis un CDI...

Là, j'ai vraiment pu avoir une activité intéressante, on s'éclatait un peu. J'ai senti venir le web design mais ça ne m'intéressait pas. On m'a licenciée. J'ai décroché les stages mais la formation ne me correspondait pas. Trop de compétitions, de fric...

En 2015 j'ai décroché d'autres contrats mais j'ai beaucoup galéré depuis. J'ai fait un bilan de compétences qui a fait apparaître que j'étais plus fait pour les métiers de service ».

Y a-t-il eu un facteur déclenchant de cette décision ?

« Le licenciement ».

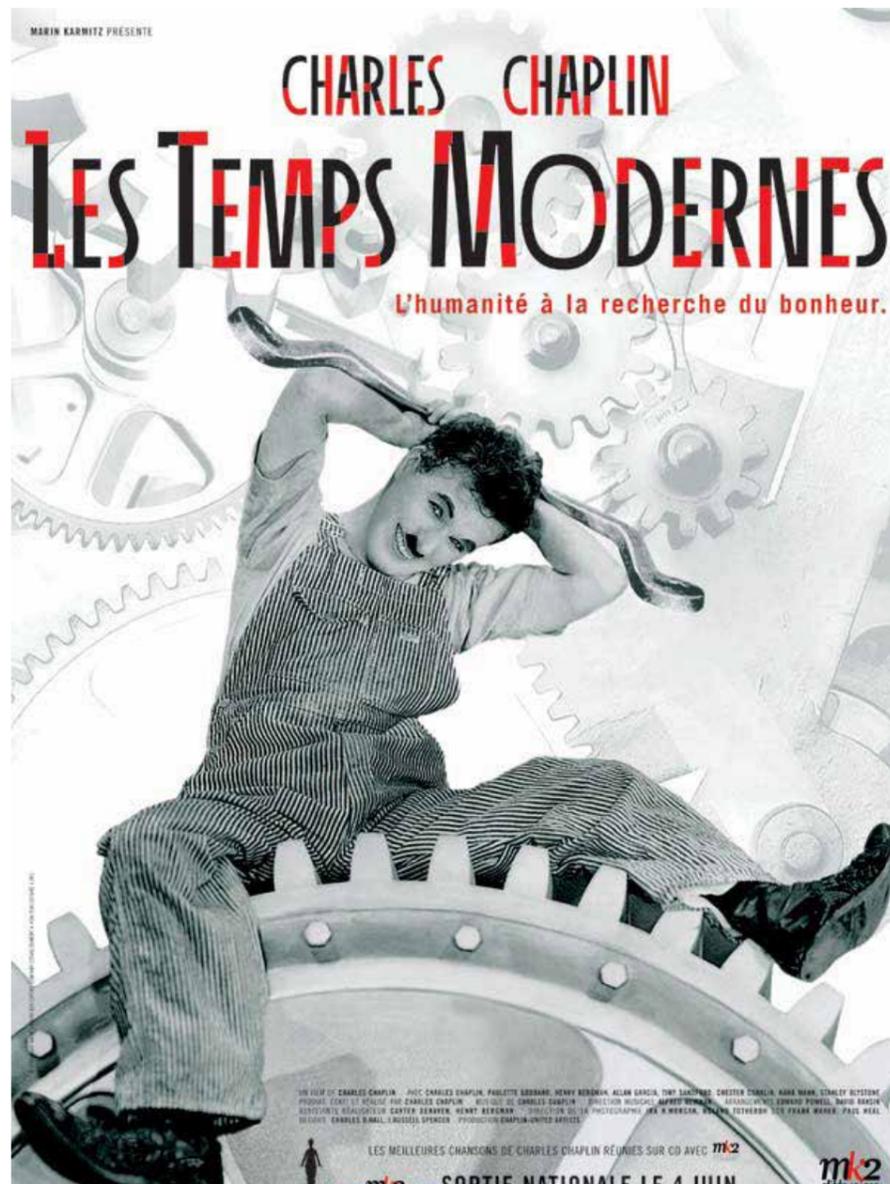
Quelle en a été l'issue ?

« J'ai réussi un BTS ESF. Pour prétendre au DE (diplôme d'État) de CESF.

Mais j'ai eu du mal à trouver les financements et finalement la région a financé la formation. J'ai passé un oral pour entrer à l'école pour faire le DE-CESF. C'est positif mais pas facile à mener. Les revenus ne sont pas les mêmes mais on est dans un vrai projet.

J'espère y poursuivre ma carrière professionnelle, reprendre des études dans 5 ans, prendre des responsabilités ». ●

Management et souffrance au travail



Le travail s'est beaucoup transformé depuis 30 ans et du coup le rapport au travail aussi. Il s'est fortement précarisé et beaucoup de statuts protecteurs ont subi de graves revers (fonctionnaires, cheminots, postiers, agents de l'énergie...). Nous avons vu apparaître l'ubérisation du travail avec le développement des plateformes qui ont eu pour effet de dégrader fortement le sens et les conditions du travail. Les plus touchés ont été les femmes et les jeunes. Les jeunes générations veulent penser de plus en plus leur travail dans une démarche d'utilité sociale et de cohérence personnelle entre la vie au travail et la vie hors travail.

Parallèlement une multitude d'entreprises réorganisent le travail et les processus de production dans l'objectif de réduire les coûts, augmenter la productivité et assurer des dividendes plus importants aux actionnaires. Cette logique a eu pour effet de désolidariser les groupes de travail, casser le syndicalisme de combat et déstructurer le sens même du travail pour des millions de salariés. Dès les années 90 Marie Pezé, Christophe Dejours, Yves Clot ou Vincent Gaulejac ont analysé ce que l'on nomme la souffrance au travail. On se souvient récemment du procès retentissant de France Télécom où plusieurs dizaines de salariés ont mis fin à leurs jours sur le lieu de travail. C'est le sens même du travail qui est attaqué. Les suicides sont un avertissement très fort comme chez Renault, dans l'enseignement, dans la police ou dans la magistrature. Que ce soit dans une entreprise ou un service public le problème

est le même. La logique financière du capitalisme met les salariés en souffrance.

La souffrance au travail est due à la fois à des méthodes de management qui mettent au cœur de leurs préoccupations le taux de rentabilité pour les actionnaires au détriment de celles et ceux qui produisent de la valeur, et à des managers toxiques qui pratiquent parfois le harcèlement. Nous rencontrons souvent ce que l'on appelle l'injonction paradoxale qui exige du salarié des résultats qu'il ne peut pas atteindre par manque de moyens matériels et humains. Rappelons que la France est 4^{ème} mondiale en productivité horaire alors que dans le même temps les conditions de travail se sont terriblement dégradées. On pourrait, pour compléter le tableau, évoquer aussi la souffrance éthique où le salarié rencontre un conflit entre ses valeurs profondes et ce qu'on lui demande de faire. En définitive beaucoup de salariés font le choix de changer de métier car les contraintes managériales portent un coup sévère à leur santé physique et morale et détruisent à petit feu les liens familiaux et l'estime de soi.

C'est le sens même du travail qui est attaqué

Comme le dit Marie Pezé dans le courrier des cadres : « Toutes les conditions sont réunies pour que le salarié français, qui est probablement l'un des plus attachés à bien travailler, soit en situation de le faire en mode dégradé – c'est à dire de

ne pas réussir à bien faire son travail, et de ne pas pouvoir se regarder dans la glace le matin en se disant qu'il va bien travailler aujourd'hui ».

● Daniel Rome

CHANTIER DE LA DIGNITE

Dominique Poupard-Budak

Quand les mains
Se frottent au parpaing,
L'espoir s'écoule dans le ciment
Des peines des sables du passé.

Quand votre regard
Plonge dans la truelle,
Les passants vous transpercent
De leurs yeux absents.

Et pourtant,
Derrière le mur de pierres,
Les flammes de la musique
Venues d'Afrique et d'Orient
Embrasent le carrelage de faïence.

Différence d'un ressuage,
Sentiment à l'air libre,
Et l'eau poétique
S'infiltré dans les plinthes
De l'Occident.

Chantier immense
De la reconstruction
D'une identité flouée,
Vous vous activez
Dans le bruit des perceuses de la nuit.
Les étoiles du désert
Illuminent l'espace d'un instant
Les carrures jaunes et rouges.

Différence d'un ressuage,
Sentiment à l'air libre,
Vous prenez votre envol
De la dignité
A travers les cloisons
De plâtre et de soumission.

1^{er} Prix (Catégorie Adultes) du Concours poétique international 2021 La Différence

Boycott ou pas ?

Dans Cerises n°30 nous avons publié un dossier intitulé *Présidentielles que faire ?* Nous poursuivons ici le débat.

Boycotter l'élection présidentielle une « fausse bonne idée » !

La gauche politique toutes sensibilités confondues est à la ramasse alors que les aspirations sociales, démocratiques, féministes et écologistes sont toujours largement majoritaires dans la société. Dans ces conditions les choix pour l'élection présidentielle se réduisent largement au seul « possible ».

Boycotter au nom de la juste critique de la « monarchie républicaine » qu'est la V^e République c'est refuser un champ permettant d'exprimer à une échelle de masse des propositions alternatives. Alors qu'en Kanaky l'appel à la non-participation au referendum était initié par l'ensemble des organisations indépendantistes et a eu un grand succès, il n'en sera probablement pas de même pour le boycott de la présidentielle. En l'état ce n'est porté que par des milieux largement minoritaires voire contradictoires, et sera de fait confondu avec l'abstention par habitude ou résignation et sans doute largement invisible. Qui plus est c'est contradictoire si on pense que boycotter la Présidentielle pourrait être un moyen favorable pour une appropriation citoyenne des élections législatives.

Aussi il semble préférable de s'associer aux efforts unitaires souvent animés par des éléments jeunes pour arriver à une candidature unique de la gauche sur un socle de mesures fortes et plébiscitées par le peuple de gauche notamment en raison des risques que représente l'extrême droite. Même si la lucidité est de reconnaître qu'une issue favorable de ces démarches est faible. Surtout que contrairement aux autres élections c'est lors de la présidentielle que les milieux populaires, les femmes et les jeunes votent le plus. Et cette fois-ci sans doute les citoyen.nes issu.es de l'immigration inquiet.es de la montée des thèses racistes.

Une forte poussée pour l'unité à gauche en particulier avec l'initiative de C. Taubira se manifeste mais dont on ne peut pas juger, à ce stade, si cela pourrait (ou non) changer la donne.

● **Henri Mermé**

Pourquoi après de lourdes réflexions je me détermine au boycott constituant

En appelant au boycott constituant, voilà où je place les prochaines élections,

- Après une longue expérience militante dans une grande entreprise, la big pharma Sanofi, qui a détruit le 2^{ème} centre de recherches du pays malgré une lutte de 5 ans de ses salariés tous métiers rassemblés qui voulaient que leurs compétences utiles à la santé soient utilisées, développés pour tous

- et après avoir séjourné pendant des années dans un département où les habitants ont su construire et se rassembler pour mieux vivre

où j'ai appris le partage, la solidarité, l'ouverture, l'accueil ici et dans le monde

où j'ai appris et apprends avec des femmes, des hommes, des jeunes, des moins jeunes, qui m'ont donné accès à leurs cultures, leurs rêves, leurs vies,

où peu à peu tout cela est détruit depuis des années par des obsessions de pouvoirs et d'argent de quelques uns sans humanité, de soumissions et

d'ambitions pour ceux qui disent s'en affranchir.

J'en ai marre. Le monde que je souhaite n'est pas celui là. Il ne se fera pas avec eux. Il ne se fera qu'avec les femmes et les hommes qui croient, aiment, respectent les humains qui veulent poursuivre la sortie de l'esclavage, l'émancipation de chacun et tous.

Mon boycott est un besoin d'agir dès maintenant et dans la continuité sur cette visée.

Je veux sortir de la dictature du marché qui me fait vomir,

Je veux construire une société vraiment communiste faite de liberté, à partir des rêves, des envies, des projets exprimés de chacun.

Une société qui rejette toutes les inégalités, condamne toutes les injustices.

Mon **boycott constituant** est positif, s'inscrit dans une volonté que se développent partout des comités, des assemblées populaires, des initiatives concrètes donnant de la force à chacun, et à tous,

Il s'inscrit dans le prolongement des gilets jaunes, des nuits debout, des constructions concrètes d'habitants des villes, des villages, des salariés des entreprises,

Il s'inscrit dans la lutte pour le droit à la parole et à l'action

Il s'inscrit dans la volonté d'émancipation vis-à-vis des institutions existantes autoritaires et aliénantes,

Il s'inscrit dans la visée de construire dès maintenant et en permanence de l'humanisme, du communisme.

● **Danielle Montel**



Election présidentielle : faut-il perdre du temps et se diviser ?

L'élection présidentielle est l'apothéose de la non-démocratie de la 5^{ème} République. La chose est entendue, même pour les multiples candidates et candidats de gauche qui s'y sont présentés depuis plus d'un demi-siècle et s'y présentent encore. Par ailleurs, l'abstention est un phénomène politique qu'on ne peut ignorer. Mais les raisons de celle-ci sont multiples. Les campagnes abstentionnistes ne sont pas une nouveauté. Pour une partie du mouvement anarchiste, c'est une longue tradition. La présente et courte contribution n'a pas pour objet défendre l'électoratisme, moins encore s'agissant des présidentielles. Elle vise à interroger sur l'intérêt pour « notre camp » de se diviser à propos de cette élection. Par « notre camp », on entend ici toutes celles et ceux, individus et organisations, qui agissent pour l'émancipation sociale. Il en est qui votent,

leurs choix portent sur des candidatures différentes, une partie pense qu'il n'en faut qu'une, beaucoup considérant que ce doit être celle qu'ils et elles préfèrent, d'autres ne votent pas. Mais puisque tous et toutes s'accordent sur le fait que cet « événement » n'en n'est pas un dans la marche vers l'émancipation, pourquoi se diviser ? Adoptons comme principe la diversité des tactiques face à cette échéance, n'y accordons pas plus de temps que cela, priorisons vraiment l'action collective directe contre l'exploitation, les discriminations et pour l'émancipation, les mouvements sociaux et la politique qu'ils créent. Les périodes électorales tendent à nous diviser ; et si l'urgence était de ne pas tomber dans le piège ?

● **Christian Mahieux**

Arrêtons d'élire nos futurs bourreaux

La Ve République a été écrite par un patriarche pétri de bonnes intentions dont les figures bibliques nous renvoient l'écho. Animé par des préoccupations bienfaitrices et protectrices à l'égard d'un bon peuple démuné et égaré, cherchant un guide. Un esprit des plus classiques, qu'on pourrait croire universel si ce n'est que de telles postures relèvent de choix politiques qui ont fait leur temps. C'est, sans doute, ces mêmes convictions qui ont mis ce même personnage en perdition quand il s'est heurté de plein fouet au vent de « mai 68 », incapable de comprendre que c'est précisément ce paternalisme aristocratique et autoritaire qui était remis radicalement en cause. Une contestation qui n'a cessé de croître malgré les résistances réactionnaires. Le refoulé fait toujours retour dit-on.

Les différents scrutins qui ont jalonné cette Ve République montrent qu'elle était et reste taillée pour habiller toujours les mêmes présidents. Les quelques aménagements qu'elle a subis n'ont fait que renforcer son rôle de « machine à gagner » pour les oligarques qui nous gouvernent.

Les candidats éligibles sortent tous du sérail. Ils sont scrupuleusement éduqués et choisis, pour répondre aux attentes de l'élite dominante.

Miraculeusement, ce sont ceux-la, de droite ou à gauche de la droite, qui apparaissent au second tour. Si vous êtes vraiment de gauche, il ne vous reste plus qu'à choisir entre la peste et le choléra. Bien sûr, vous voterez pour l'horreur du choléra pour éviter la catastrophe de la peste.

Pour les progressistes de la vraie gauche, c'est une torture incessante et les maigres espoirs entretenus douloureusement tous les cinq ans finissent toujours broyés dans cette machine.

Déjà galopante, l'abstention n'attendait plus que d'être reconvenue et portée par un projet politique pour exister sur l'échiquier politique sous forme de boycott. Dès lors, comment un élu qui représenterait moins de la moitié des électeurs pourrait se revendiquer légitime si cette moitié s'est préalablement présentée comme la voix de ceux qui refusent ce jeu de dupe et qui appellent à une constituante pour refonder ce système ?

Alors, allons-nous continuer à alimenter cette machine infernale à produire du paternalisme autoritaire encore longtemps, ou allons-nous l'enrayer une bonne fois pour toute ?

● **JBL**

Combattre le système et voter : pourquoi choisir ?

Nos échanges prouvent qu'une analyse commune peut aboutir à des choix différents. Sans s'étendre sur le constat, force est de constater que le temps électoral dessaisit les citoyen-ne-s de leur pouvoir plutôt que l'inverse, qu'il personnifie là où il devrait créer du commun, qu'il simplifie les débats là où il devrait aider à comprendre la complexité du réel. Oui, la démocratie dont nous rêvons est tout autre. Est-ce une nouveauté ?

C'est un long combat que nous menons pour mettre ces enjeux autogestionnaires et ceux d'un anticapitalisme radical au cœur des révolutions à venir. Il faut pourtant admettre que si nos convictions sont fortement partagées, bien au-delà de nos rangs, personne dans le champ électoral, tellement séparé des luttes quotidiennes, ne portent avec assez de cohérence ces urgences démocratiques. Devons-nous donc refuser d'aller voter et aller vers une campagne de boycott ? Et si cette campagne fonctionne nous réjouir d'une forte abstention ?

Je ne le crois pas. Depuis plusieurs décennies, la montée de l'abstention a été théorisée (et favorisée) par tous ceux qui

souhaitent que rien ne change. La question : « à qui profite le crime ? » reste toujours centrale dans les questionnements stratégiques. L'abstention pèse sur le rapport de force mais jamais en notre faveur. Si les élections ne peuvent seules changer le réel, quelle autre issue proposons-nous autour d'une campagne de boycott ? Ouvrir le débat ? Certes, c'est important... mais ensuite ?

Je crois pour ma part que l'heure est à construire un « village commun » à tou-te-s ceux et celles qui agissent, dans un même mouvement, pour construire des îlots de communisme et penser une nouvelle cohérence post-capitaliste qui sache mêler nos luttes émancipatrices. Ce village sera notre nouvelle organisation, nous saurons agir et penser ensemble. Le temps électoral retrouvera sa place, un outil (parmi d'autres) pour libérer de nouveaux espaces mis en commun. Il est urgent d'inventer en positif des issues de secours, des issues joyeuses et mobilisatrices !

● **Laurent Eyraud-Chaume**

Quelques mots

Le boycott des élections présidentielles de 2022 surprend les divers militants de gauche. Il va contre leurs habitudes. Pourtant, ce à quoi ils veulent croire aujourd'hui – victoire de leur candidat, émergence d'une ou un candidat « sauveur », réalisation de l'unité si possible sur un bon programme ... – leur est utopique et désespéré. Est-ce parce que la société est à droite, raciste, réactionnaire, que Zemmour/Le Pen/Ciotti sont majoritaires ? Mais c'est vers l'abstention que partent les voix de l'ancien électoralat « de gauche », pas vers l'extrême-droite.

Des mouvements sociaux d'une ampleur sans précédent depuis mai 68, et dépassant largement cet ancien électoralat, ont déferlé tout au long de ce quinquennat, à commencer par les Gilets jaunes. L'aspiration démocratique spontanée s'est expli-

citement dirigée sur le renversement du président de la V^e République, sans en proposer un autre. Voilà la réalité.

C'est pourquoi le regroupement qui s'engage pour le boycott est en même temps réaliste et porteur d'espoir : il veut donner un contenu explicite à ce qui, déjà, est. Le rejet de l'institution présidentielle devient le choix politique le plus clair du moment, à *condition* justement de l'explicitier. Contre l'existant, - et singulièrement d'ailleurs contre l'extrême-droite - il est en somme *déconstituant*, mais par là même il ouvre – seul à le faire - le champ du possible, le champ du *constituant* – et de tout son contenu social.

Bonne année 2022 !

● **Vincent Préseume**

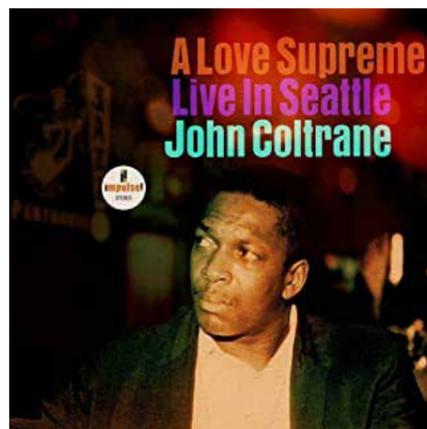


« Madres paralelas »

Pedro Almodóvar signe là son 24^{ème} long métrage. Deux histoires s'entremêlent : les charniers franquistes, faut-il se lancer dans un travail de mémoire ou oublier pour ne pas rouvrir les plaies de la guerre civile et la question de la filiation ? Deux femmes Janis (Pénélope Cruz) et Ana (Milena Smit) se retrouvent dans la même chambre pour accoucher. Les bébés sont échangés (involontairement ?) et Janis après les doutes de son amant recherche la véritable filiation de son bébé. Almodóvar signe là un beau portrait de femmes et pour reprendre une critique du Monde « les films d'Almodóvar s'apparentent de plus en plus aux expérimentations d'un grand chimiste qui teste sous nos yeux de nouveaux mélanges ». Ce film explore de nombreuses pistes fort intéressantes qui auraient méritées d'être exploitées plus profondément mais sans être mêlées les unes aux autres : la guerre civile et ses conséquences, l'homosexualité, la filiation. On sent dans ce film le regard affectueux qu'Almodóvar porte à ses actrices. Il donne l'impression de laisser les acteurs et actrices l'entraîner vers des horizons inconnus. Almodóvar maîtrise parfaitement son art mais il nous laisse un peu sur notre faim.

● DANIEL ROME

« Madres paralelas » de Pedro Almodóvar, avec Pénélope Cruz, Milena Smit, Israel Elejalde, Rossy De Palma, Aitana Sanchez Gijon, Sortie décembre 2021, 2h00, Drame.



Un enregistrement inédit de A Love Supreme de John Coltrane !

A Love Supreme enregistré en 1964 et sorti en 1965 est un album majeur du jazz moderne influençant plusieurs générations de jazzmen et étant encore aujourd'hui d'une très grande modernité. C'est considéré comme le chef d'œuvre du quartet de l'époque avec John Coltrane au sax ténor, Mc Coy Tyner au piano, Jimmy Garrison à la basse et Elvin Jones à la batterie. Enregistré deux ans avant la mort de Coltrane il a été peu joué, aussi la découverte d'un enregistrement inédit fait à Seattle qui est sorti en Octobre dernier a provoqué une immense et agréable surprise parmi les amateurs/trices de jazz et singulièrement chez celles et ceux qui, comme moi, considèrent Coltrane comme le plus grand jazzman de l'histoire.

Ce nouvel enregistrement d'une très grande qualité sonore reprend les mêmes thèmes que l'initial mais comme au quartet initial se sont joints Pharoah Sanders au sax ténor, Donald Garret à la basse et Carlos Ward au sax alto ce nouvel enregistrement qui rivalise en qualité avec l'initial a une durée de plus du double.

Le succès en termes de demande est déjà là, à ne pas manquer pour les amateurs/trices de Jazz.

● HENRI MERMÉ



Elise et les nouveaux partisans

Lycéenne à Lyon, Elise construit sa conscience politique en pleine guerre d'Algérie. Sa prof de philo aborde des sujets comme la colonisation, l'esclavage, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la lutte des classes, le marxisme, la révolution... C'est un tournant dans sa vie. Première manifestation en mai 58 contre l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, première expérience douloureuse d'un tabassage par les forces de l'ordre.

Elle monte à Paris pour y poursuivre ses études, mais surtout pour y tenter sa chance comme chanteuse. Elle enregistre un premier disque mais 2^{ème} tournant dans sa vie, Mai 68 va bouleverser sa carrière de chanteuse. Elle se met au service des grévistes en proposant des concerts de soutien dans les boîtes occupées.

Grâce aux dessins de Tardi et au scénario de Dominique Grange, nous nous plongeons au gré des flashbacks, dans l'atmosphère de ces années de luttes, et les débats qui secouaient le camp de l'émancipation. Elise milite à la Gauche Prolétarienne et subira une répression féroce jusqu'à faire de la prison. La vie d'Elise (référence au roman de Claire Etcherelli) est inspirée de celle de Dominique Grange qui aujourd'hui n'a rien perdu de sa colère. Cette belle BD nous rappelle utilement que Mai 68 n'a pas été qu'une parenthèse mais a irrigué (et a été irrigué) profondément (par) des années de luttes sociales. Est-ce que la multitude actuelle de conflits sociaux peut produire un tel mouvement ? L'avenir nous le dira.

● SYLVIE LARUE

Elise et les nouveaux partisans, Dominique Grange et Jacques Tardi, Editions Delcourt, Novembre 2021, 174 pages, 24,95 euros



Etats d'urgence. Une histoire spatiale du continuum colonial français

Dans cet ouvrage, Léopold Lambert décrit les rouages répressifs, racistes, classistes, militaristes, du colonialisme à travers trois périodes : la révolution algérienne (1954-1962), l'insurrection kanak (1984-1988), le soulèvement des quartiers populaires en France (2005). La situation contemporaine, avec les états d'urgence subis depuis 2015, prolonge la réflexion.

Le continuum est évident ; sur le plan de la politique de l'État français colonial tout d'abord ; il se manifeste aussi à travers de nombreuses citations de discours ou notes, dont le fondement, voire la forme, persiste par-delà les années et la géographie ; on remarque également comment nombre de politicien-nes, de militaires, et de haut-fonctionnaires semblent spécialistes du traitement colonial, tant on les retrouve sur les différents dossiers.

Comme indiqué en 4^{ème} de couverture, l'auteur narre « les camps de regroupement en Algérie, la ville blanche de Nouméa, les commissariats des banlieues françaises, la Casbah d'Alger, les tribus kanak ou encore les bidonvilles de Nanterre. » A l'heure du scandaleux referendum en Kanaky, des révoltes et de la répression d'État en Guadeloupe et Martinique, du racisme en course pour l'Elysée, voilà un livre bien utile, bien documenté et agréable à lire. Aux, forts intéressantes, éditions Premiers matins de novembre.

● CHRISTIAN MAHIEUX

Etats d'urgence. Une histoire spatiale du continuum colonial français, Léopold Lambert, Editions Premiers matins de novembre, 18 €



Terre et capital - Pour un communisme du vivant

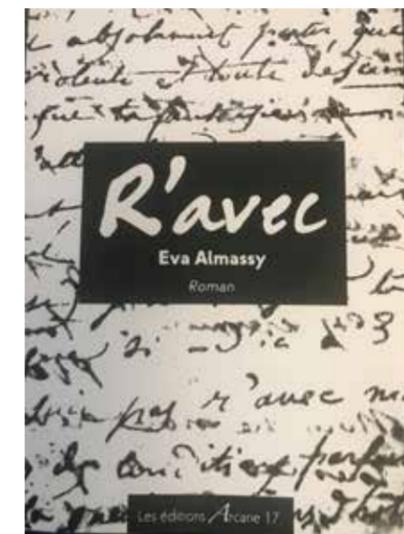
L'écologie politique ne pourra réussir qu'en se liant à l'horizon du communisme. Mais ce dernier doit actualiser sa philosophie de l'histoire, en dépassant sa tradition où le développement par la domination de la nature est une clef vers l'émancipation du monde du travail. Si la nature est transformée par les activités humaines, elle est aussi une force autonome qui s'auto-produit et est capable d'obliger les humains à adapter leurs sociétés (changement climatique, catastrophes globales).

Humains et non humains affrontent un problème commun : le capitalisme dépossède tout le vivant de ses conditions de reproduction. Le projet communiste pour sortir du Capitalocène passe donc par une unité moins conflictuelle des humains et de la Terre. Il doit donc aussi défendre les communs vivants non humains (forêt, pâturages rivières, bio diversité...)

L'auteur appelle à placer les luttes pour la réappropriation collective de la terre et des ressources naturelles au cœur du combat anticapitaliste. Les luttes environnementales refusent l'appropriation privée de la terre et des ressources, réactivant l'héritage communiste. En même temps, l'exploitation des natures supposant l'exploitation du travail, on ne peut imaginer préserver la biosphère sans combat pour l'émancipation sociale.

● JOSIANE ZARKA

Ce livre donne son assise théorique à : « fin du monde et fin du mois même combat ». Terre et capital, Pour un communisme du vivant, Paul Guilibert, Editions Amsterdam



R'avec

Il lui reste quelques jours avant que son mari sorte de prison. Quelques jours d'une vie parallèle, à échapper aux médias, aux quolibets. Deux temps qui ne se disent rien, qui égrènent dans un savant ralentissement le compte à rebours, tant attendu. Et redouté.

De faits divers qui ont agité la colère et la machine à papiers, Eva Almassy extrapole un roman d'une singulière écriture, originale et dense. Cette femme qui parle évoque les contradictions de chacun.e, de la société, des goûts de revanche et des désirs de tourner la page.

Continuer malgré tout. Ne pas s'enfermer, elle aussi. Aller se faire coiffer. Etre la mère de ses enfants.

Ce roman d'une femme taillant son chemin contre vents et rumeurs est surtout - d'abord - une élégie d'amour indiscutable, inabimable, aussi tenace que profonde.

On y évoque de grands auteurs : « Tu habiteras r'avec moi, à la Verlaine », déroulant un univers où Maïakowski enrôlerait d'un voile pâle les effluves de cet amour...

Avec le retour au foyer, les retrouvailles des enfants se clôt ce roman sans en fermer aucune fenêtre.

● PATRICK VASSALLO

R'avec, Eva Almassy, Editions Arcane17, 2021, 150 pages, 14 €

« Spaces » !

Dans la halle du marché de Saint-Denis, les « spectateurs » ont découvert, la nuit tombée, le spectacle « Spaces », déambulation narrative et dansée qui s'achève à la Basilique.

Une énergie joyeuse innerve chorégraphies, témoignages d'habitant.e.s, déambulations, musiques dans un moment étonnant, une expérience immersive unique qui fusionne la performance contemporaine avec l'art ancien de la narration.

Ce projet est né d'une collaboration entre Oakland et Saint-Denis, d'avant la covid, a été créé par #SimonAdiniaHanukai, directeur artistique et produit par #KaimeraProductions et ici co-produit par #LegendesUrbaines, en partenariat avec le #CentredesMonumentsNationaux.

Créé à Harlem en 2017, «SPACES» construit sa performance autour d'un site, mais surtout, elle est créée et réalisée avec la communauté locale qui y donne ainsi sa vie et son identité.

Au cœur de la pièce, les résidents locaux partagent des histoires intimes de la vie réelle. En les associant à la danse, à la musique et au multimédia, «SPACES» transporte le public dans un lieu où le magique et le quotidien se rencontrent, mobilisant la narration, l'une des plus anciennes traditions humaines, où chacune partage son histoire.

Réuni en groupes d'une douzaine d'invité.e.s, dirigé.e.s par des danseurs devenus des guides silencieux, le public est embarqué dans une exploration qui les mène au plus profond du labyrinthe, rencontrant au détour d'un virage un conte, un poème ou une chanson, autant de morceaux d'intimité authentique. Chaque groupe mène sa propre découverte.

À l'apogée de la pièce, rassemblés dans une procession qui conduit à la Basilique, les groupes se réunissent au cœur de l'espace pour assister à un dernier rituel de danse effectué par conteurs et guides.

L'expérience «SPACES» emmêle l'intime et le grandiose, le personnel et le commun, le quotidien et le magique. La qualité de cet ensemble est indéniable. Voici un bout de patrimoine qui mérite de se multiplier.

Pour continuer cette aventure ensemble, raconter une histoire, faire connaître quelqu'un qui en a une ? Proposer une ville qui pourrait accueillir SPACES ? : <https://www.kaimeraproductions.com>

La vidéo de SPACES : Saint-Denis, sera bientôt disponible et en attendant voici un teaser du spectacle SPACES : Oakland qui a eu lieu en Californie à l'été 2021.

A suivre sur **Instagram** et **Facebook** ! ●

Patrick Vassallo



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant.e.s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le [Manifeste](#), nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>